

Lettre de la société civile concernant la résiliation des accords de partenariat volontaires (APV) et l'érosion de l'espace civique

Civil Society Letter on Voluntary Partnership Agreement (VPA) Terminations & the Erosion of Civic Space

Carta de la sociedad civil sobre la rescisión de los acuerdos de asociación voluntaria (AVA) y la erosión del espacio cívico

The English and Spanish versions of the letter are below.

Las versiones en inglés y español de la carta se encuentran a continuación.

Français :

L'UE enfreint ses propres engagements au titre des APV ; la société civile attire l'attention sur ce fait, qui risque d'entraîner une augmentation de la déforestation tropicale dans les pays signataires des APV.

La Commission européenne a contourné les instances multipartites et les comités de mise en œuvre conjoints qu'elle a elle-même contribué à créer, en excluant délibérément la société civile, les peuples autochtones et les communautés forestières de tout processus de résiliation (y compris le Cameroun et le Libéria) et de mise en œuvre ultérieure.

Il ne s'agit pas d'un oubli, mais d'un choix politique. La décision de contourner les forums multipartites a des conséquences inégales et inéquitables, rendant ainsi illégitime et incohérente la décision de l'UE.

Lorsque les espaces participatifs formels sont affaiblis ou contournés, ceux qui ont déjà accès à des canaux d'influence informels ont davantage de chances de continuer à se faire entendre, tandis que ceux qui dépendent d'espaces délibérément créés et protégés pour participer, notamment les femmes, les peuples autochtones, les jeunes et les communautés forestières, sont encore plus marginalisés et exposés aux yeux des trafiquants illégaux de bois.

Que ce soit intentionnel ou non, cela risque de transformer le processus de résiliation en une restriction sélective de l'espace civique en limitant de fait l'accès de certains groupes aux espaces institutionnels de décision.

Pourtant, l'APV en tant que processus multipartite a permis de renforcer la confiance entre les parties; favoriser le renforcement des capacités des OSC, des peuples autochtones et des communautés locales riveraines des forêts; un meilleur accès à

l'information forestière; la création d'espaces de concertation institutionnalisés; la réduction du risque de corruption grâce à une plus grande transparence; la prise en compte des préoccupations sociales et environnementales grâce aux plaidoyers portés par les OSC, les Peuples autochtones et les communautés locales (PACL) des pays APV.

Nous appelons l'UE à faire passer toutes les discussions relatives à la résiliation et à la transition par les mécanismes participatifs convenus et à respecter les dispositions prévues dans les clauses de résiliation de l'APV.

Les APV ont permis de réaliser de réels progrès tels que mentionnés plus haut ; il faut s'appuyer sur cet héritage, et non le rejeter. Dans l'ensemble de nos pays, le processus des APV a renforcé les cadres juridiques, amélioré la traçabilité du bois et mis en place des structures de gouvernance dont la mise en place a pris des années. Les forums multipartites constituent souvent le seul espace formel fiable permettant à la société civile et aux communautés forestières de participer à l'élaboration des politiques forestières. Mettre fin aux APV risque de compromettre le financement multipartite et par conséquent, de fragiliser les structures mises en place. Ces acquis méritent qu'on y investisse et qu'on leur assure une continuité, et non qu'on les abandonne.

Mettre fin aux APV tout en exigeant le respect du règlement de l'UE sur la déforestation (EUDR) soulève des questions quant à la cohérence des politiques de l'UE. Les pays producteurs ont réalisé d'importants investissements, souvent avec le soutien de l'UE, pour se mettre en conformité avec l'EUDR. Les APV fournissent les preuves de légalité et les systèmes de traçabilité qui rendent cette conformité crédible. Mettre fin aux APV tout en exigeant simultanément le respect de l'EUDR fait peser une charge injuste sur nos pays et sape les propres objectifs de zéro déforestation de l'UE. L'UE ne peut pas poursuivre ce programme de manière crédible tout en démantelant les outils de gouvernance qui le soutiennent.

Le modèle des APV est un cadre éprouvé et qui a fait ses preuves depuis longtemps ; les nouveaux partenariats devraient s'appuyer sur lui, et non le remplacer. À mesure que se développent les partenariats forestiers et les nouveaux accords commerciaux, l'APV offre un point de référence tout prêt : un cadre intégrant la réforme juridique, la traçabilité et la responsabilité multipartite. Les nouveaux accords ne doivent pas repartir de zéro au risque d'effacer cette architecture.

Tout futur partenariat forestier devrait préserver un espace formel, financé et protégé pour la participation de la société civile, grâce à des mécanismes spécifiques visant à garantir que les groupes confrontés à des obstacles structurels dans la prise de décision puissent participer de manière significative. Sans cela, ces partenariats ne disposent pas de la légitimité et de l'indépendance qui garantissent leur efficacité. Nous sommes prêts à être de véritables partenaires. La société civile, les peuples autochtones et les communautés forestières des pays signataires des APV ne cherchent pas à faire obstruction. Nous demandons simplement à être associés effectivement à toutes les étapes des processus qui ont une incidence sur nos forêts, nos communautés et nos droits. Nous apportons des connaissances, une légitimité et

une responsabilité que les seules délégations gouvernementales ne peuvent pleinement remplacer.

L'UE a aujourd'hui l'occasion, avant que la prochaine vague de partenariats ne soit finalisée, d'établir une norme contraignante en matière de gouvernance inclusive. Nous invitons l'UE à saisir cette occasion, et nous sommes prêts à nous engager de manière constructive pour y parvenir.

Nous comprenons les préoccupations de l'UE concernant les retards de mise en œuvre. Cependant, les APV sont des processus de réforme de la gouvernance, et non des programmes techniques, et la réforme de la gouvernance est, par nature, un processus non linéaire. Les transitions politiques observées de part et d'autre ont entraîné des revers, mais elles ont également mis à l'épreuve et, en fin de compte, renforcé les systèmes mis en place. Les progrès mesurés sont une caractéristique illustrant une transformation, pas un défaut.

Afin de mieux garantir l'efficacité de nos efforts et de nos contributions au processus des APV à chaque étape, nous exhortons l'Union européenne et les organisations de la société civile basées à Bruxelles, en collaboration avec la société civile de chacun des pays signataires d'un APV, à promouvoir la création d'un organisme chargé de suivre les différents programmes liés aux APV dans chaque pays, à mettre en place des antennes de cet organisme dans nos pays, et à partager ces informations en toute transparence avec la société civile, les peuples autochtones et les communautés forestières, dans le but de mieux coordonner notre travail pour atteindre les objectifs fixés dans les APV.

English:

The EU is violating its own VPA commitments, civil society is drawing attention to this, and the fact that this could lead to an increase in tropical deforestation in VPA countries. The European Commission has bypassed the very multistakeholder fora and Joint Implementation Committees it helped create, intentionally excluding civil society, Indigenous Peoples, and forest communities from every termination process (including Cameroon and Liberia) and subsequent implementation. This is not an oversight. It is a political choice. This choice to bypass multistakeholder forums has unequal and unfair consequences, thereby rendering the EU's decision illegitimate and inconsistent. When formal participatory spaces are weakened or bypassed, those who already have access to informal channels of influence are more likely to remain heard, while those who depend on intentional, protected spaces to participate, including women, Indigenous Peoples, youth and forest communities, are pushed further out and exposed to illegal timber traffickers. Whether intended or not, this risks turning the termination process into a selective closure of civic space by effectively limiting certain groups' access to institutional decision-making forums. However, the VPA, as a multi-stakeholder process, has helped to build trust between the parties; promote capacity-building among CSOs and local communities living near forests; improve access to forestry information; and create institutionalised spaces for consultation; a reduction in the risk of corruption

through greater transparency; and the consideration of social and environmental concerns through advocacy by CSOs, Indigenous Peoples and local communities (IPLCs) in VPA countries.

We call on the EU to route all termination and transition discussions through the agreed participatory mechanisms and respect provisions made in the VPA termination clauses.

VPAs have delivered real progress, as mentioned above, that legacy must be built on, not discarded. Across our countries, the VPA process has strengthened legal frameworks, improved timber traceability, and created governance structures that took years to build. The multistakeholder fora, in many cases, represents the only reliable formal space for civil society, Indigenous peoples and forest communities to engage in forest policy. Terminating VPAs risks undermining the multistakeholder funding and therefore weakening the structures that have been put in place. These gains deserve investment and continuity, not abandonment.

Ending VPAs while demanding EUDR compliance raises questions of the coherence of the EU's own policies. Producer countries have invested significantly, often with EU support, in becoming EUDR-ready. VPAs provide the legality evidence and traceability systems that make that compliance credible. Terminating VPAs while simultaneously demanding EUDR compliance places an unfair burden on our countries and undermines the EU's own zero-deforestation objectives. The EU cannot credibly pursue this agenda while dismantling the governance tools that support it.

The VPA model is a proven and long-standing blueprint, new partnerships should build on it, not replace it. As Forest Partnerships and new trade arrangements are developed, the VPA offers a ready-made reference point: a framework integrating legal reform, traceability, and multistakeholder accountability. New arrangements must not start from scratch in ways that erase this architecture. Any future forest partnership should retain formal, funded, and protected space for civil society participation, with specific mechanisms to ensure that groups facing structural barriers to decision-making can participate meaningfully. Without this, these partnerships lack the legitimacy and independence that make them effective.

We are ready to be genuine partners, and this is the moment to get it right. Civil society, indigenous peoples and forest communities across VPA countries are not asking to obstruct. We are asking to be included in the design of processes that affect our forests, communities, and rights. We bring knowledge, legitimacy, and accountability that no government delegation alone can replace. The EU has an opportunity now, before the next wave of partnerships is finalised, to set a binding standard for inclusive governance. We urge the EU to take advantage of this opportunity, and we stand ready to engage constructively to make it happen.

We recognise the EU's concerns about implementation delays. But VPAs are governance reform processes, not technical programmes, and governance reform is inherently nonlinear. Political transitions on all sides have caused setbacks, but also tested and ultimately strengthened the systems built. Measured progress is a feature of transformation, not a flaw.

To better ensure our efforts and contributions to the VPA process at every stage, we urge the EU and Brussels-based civil society organisations, together with civil society in each of the VPA countries, to promote the establishment of a body to monitor the

various VPA agendas in each country, setting up branches of this body in our countries, and transparently sharing this information with civil society, indigenous peoples and forest communities with the aim of better coordinating our work to achieve the objectives set out in the VPAs.

Español:

La UE está incumpliendo sus propios compromisos en virtud de los AVA; la sociedad civil expresa su preocupación y llama la atención sobre este hecho, que amenaza con aumentar la deforestación tropical en los países signatarios de los AVA.

La Comisión Europea ha eludido los foros de múltiples partes interesadas y los comités de aplicación conjunta que ella misma ayudó a crear, excluyendo intencionalmente a la sociedad civil, a los pueblos indígenas y a las comunidades forestales de todos los procesos de terminación (incluyendo Camerún y Liberia) y posterior implementación.

No se trata de un descuido, sino de una decisión política. La decisión de pasar por alto los foros de múltiples partes interesadas tiene consecuencias desiguales e injustas, lo que hace que la decisión de la UE carezca de legitimidad y sea incoherente.

Cuando se debilitan o se eluden los espacios participativos formales, quienes ya tienen acceso a canales informales de influencia tienen más probabilidades de seguir siendo escuchados, mientras que quienes dependen de espacios intencionales y protegidos para participar —entre ellos las mujeres, los pueblos indígenas, los jóvenes y las comunidades forestales— quedan aún más marginados y expuestos ante los ojos de los traficantes ilegales de madera.

Ya sea de manera intencionada o no, esto corre el riesgo de convertir el proceso de terminación en un cierre selectivo del espacio cívico al limitar de hecho el acceso de ciertos grupos a los espacios institucionales de toma de decisiones.

Sin embargo, el AVA, como proceso de múltiples partes interesadas, ha contribuido a generar confianza entre las partes; a promover el desarrollo de capacidades entre las OSC y las comunidades locales que viven cerca de los bosques; a mejorar el acceso a la información forestal; y a crear espacios institucionalizados para la consulta; a reducir el riesgo de corrupción mediante una mayor transparencia; y a tener en cuenta las preocupaciones sociales y ambientales a través de la incidencia de las OSC, los pueblos indígenas y las comunidades locales (PICL) en los países del AVA.

Instamos a la UE a que canalice todos los debates sobre la terminación y la transición a través de los mecanismos participativos acordados y a que respete las disposiciones establecidas en las cláusulas de rescisión del AVA.

Los AVA han generado avances reales; como se ha mencionado anteriormente, ese legado debe aprovecharse, no descartarse. En todos nuestros países, el proceso de los AVA ha fortalecido los marcos legales, mejorado la trazabilidad de la madera y creado

estructuras de gobernanza que tardaron años en construirse. Los foros de múltiples partes interesadas representan, en muchos casos, el único espacio formal confiable para que la sociedad civil, los pueblos indígenas y las comunidades forestales participen en las políticas forestales. Poner fin a los AVA corre el riesgo de socavar la financiación de múltiples partes interesadas y, por lo tanto, de debilitar las estructuras que se han establecido. Estos logros merecen inversión y continuidad, no ser abandonados.

Poner fin a los AVA al mismo tiempo que se exige el cumplimiento del Reglamento de la UE sobre la deforestación (EUDR) plantea dudas sobre la coherencia de las propias políticas de la UE. Los países productores han realizado importantes inversiones, a menudo con el apoyo de la UE, para prepararse para el cumplimiento del EUDR. Los AVA proporcionan las pruebas legales y los sistemas de trazabilidad que hacen que ese cumplimiento sea creíble. Poner fin a los AVA y, al mismo tiempo, exigir el cumplimiento del EUDR supone una carga injusta para nuestros países y deteriora los propios objetivos de deforestación cero de la UE. La UE no puede llevar a cabo esta agenda de manera creíble mientras desmantela las herramientas de gobernanza que la respaldan.

El modelo de los AVA es un plan de acción de eficacia comprobada y prolongada; las nuevas alianzas deben basarse en él, no sustituirlo. A medida que se desarrollan las alianzas forestales y los nuevos acuerdos comerciales, los AVA ofrecen un punto de referencia ya establecido: un marco que integra la reforma legal, la trazabilidad y la rendición de cuentas de las distintas partes interesadas. Los nuevos acuerdos no deben partir de cero de manera que se borre esta arquitectura.

Cualquier futura asociación forestal debe conservar un espacio formal, financiado y protegido para la participación de la sociedad civil, con mecanismos específicos que garanticen que los grupos que se enfrentan a barreras estructurales en la toma de decisiones puedan participar de manera significativa. Sin ello, estas asociaciones carecen de la legitimidad y la independencia que las hacen efectivas.

Estamos listos para ser verdaderos socios. La sociedad civil, los pueblos indígenas y las comunidades forestales de los países del AVA no piden poner trabas. Pedimos que se nos incluya en el diseño de los procesos que afectan a nuestros bosques, nuestras comunidades y nuestros derechos. Aportamos conocimientos, legitimidad y rendición de cuentas que las delegaciones gubernamentales por sí solas no pueden reemplazar por completo. La UE tiene ahora la oportunidad, antes de que se cierre la próxima ronda de acuerdos de asociación, de establecer un estándar vinculante para una gobernanza inclusiva. Instamos a la UE a que aproveche esta oportunidad, y estamos listos para participar de manera constructiva para que esto suceda.

Reconocemos las preocupaciones de la UE respecto a los retrasos en la implementación. Sin embargo, los acuerdos voluntarios de asociación (AVA) son procesos de reforma de la gobernanza, no programas técnicos, y la reforma de la gobernanza es, por naturaleza, un proceso no lineal. Las transiciones políticas en todas

las partes han provocado contratiempos, pero también han puesto a prueba y, en última instancia, han fortalecido los sistemas creados. El progreso gradual es una característica de la transformación, no un defecto.

Para garantizar mejor nuestros esfuerzos y aportes al proceso de los AVA en todas sus etapas, instamos a la UE y a la sociedad civil organizada con sede en Bruselas, junto con la sociedad civil de cada uno de los países firmantes de un AVA, a impulsar la constitución de una entidad que vigile las diversas agendas de los AVA en cada uno de los países, estableciendo delegaciones de dicha entidad en nuestros países, y compartiendo esta información de manera transparente con la sociedad civil, los pueblos indígenas y las comunidades forestales, con la finalidad de poder articular mejor nuestros trabajos para el cumplimiento de los objetivos planteados en los AVA.

Signé par/ Signed by/ Firmado por:

Cameroun/Cameroon/Camerún:

Communauté et Développement Durable (CODED)
Green Development Advocates (GDA)

Côte d'Ivoire/Costa de Marfil:

L'association Initiatives pour le Développement communautaire et la conservation de la Forêt (IDEF)

Ghana:

Civic Response
EcoCare Ghana
Friends of the Earth Ghana (FOE)
Nature & Development Foundation (NDF)
Rights and Advocacy Initiatives Network (RAIN)
TaylorCrabbe Initiative (TCi)

Guyana:

Guyana Organization of Indigenous Peoples (GOIP)

Honduras:

Fundación Democracia sin Fronteras
Instituto para el Futuro Común Amerindio (IFCA)
Monitoreo Forestal Independiente (MFI)

Indonésie/Indonesia:

Forest Watch Indonesia (FWI)
Independent Forest Monitors (JPIK)
Indonesian Center for Environmental Law (ICEL)
Kaoem Telapak
Satya Bumi
Transformasi untuk Keadilan Indonesia (TuK)

Libéria/Liberia:

Civil Society Independent Forest Monitor (CSIFM)
Foundation for Good Governance and Democratic Initiative (FGGDI)
Green Advocates International (GAI)
Integrated Development and Learning (IDL)
National Union of Community Forest District Committees (NUCFDC)
NGO Coalition of Liberia
Save My Future Foundation (SAMFU)
Society for Environmental Conservation (SEC)
Sustainable Development Institute (SDI)
Sustain Earth and Equity Defenders (SEED)

République centrafricaine/Central African Republic/República Centroafricana:

Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD-RCA)
Plateforme pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GDRNE)

République du Congo/Republic of Congo/República del Congo:

Centre d'Actions pour le Développement (CAD)
Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF)
Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme (FGDH)
L'association pour le respect du droit des populations autochtones, du développement durable et du droit de l'homme (ARPA2DH)
La plateforme pour la gouvernance forestière (PGDF)
Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)

International/Internacional:

Environmental Investigation Agency - UK